

LES INVISIBLES DU QUOTIDIEN

La crise sanitaire est l'épicentre de notre pays depuis maintenant plusieurs semaines mais nous pouvons nous rendre compte que les préoccupations pour les uns ne sont pas les mêmes que pour les autres.

Légitimement, de nombreux citoyens cherchent à se protéger, à préserver leur santé ou avoir accès aux soins quand ce mal les a atteints tout en continuant à travailler dans l'anonymat pour bon nombre d'entre eux, parmi ceux-ci des milliers d'agents territoriaux, estimés à 500 000, qui assurent au quotidien l'intérêt général de la nation.

Et puis, il y a ceux qui n'ont pas les mêmes préoccupations, les autres, ces capitalistes réactionnaires qui ne cherchent qu'à préserver leurs intérêts.

L'organisation du dé-confinement en est la parfaite illustration, relève-t-elle d'une nécessité sanitaire ou économique ?

Le 11 mai, les agents de la fonction publique territoriale, ces premiers de corvées, ces invisibles des applaudissements du 20 heures seront présents pour assurer cette reprise et permettre au système de se relancer.

Qu'ils soient ATSEM, agents d'entretien, adjoints d'animation, auxiliaires de puériculture... sans eux, les écoles, crèches, centres de loisirs ne pourront pas ouvrir !

Et pourtant, le Président de la République, hier encore, a oublié, lors de son déplacement, de remercier ces agents sans qui rien ne serait possible le 11 mai.

Le Président de la République dans son intervention du 13 avril dernier a dit : *« Il y a dans cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde. »*

Pour la Fédération des personnels des services publics et de santé FORCE OUVRIERE, ce projet doit prendre en compte nos revendications salariales, d'effectifs, de moyens financiers pour que ce service public de proximité puisse continuer d'assurer ses missions afin de garantir l'égalité républicaine de traitement de l'ensemble des concitoyens.

L'engagement du versement d'une prime spécifique à l'ensemble des personnels qui a été mobilisé pendant cette crise se fait encore attendre ! Pire encore, les retards dûs aux arbitrages et à l'excès de bureaucratie, laissent ainsi les élus locaux prendre des décisions sur les montants qui sont très loin du compte !

Ces derniers jours, la cacophonie du discours politique sur le sujet ne laissait rien présager de bon. Nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous mettions en doute les capacités des ministères à publier ensemble et rapidement les textes spécifiques aux trois versants de la Fonction Publique !

Le gouvernement devra s'expliquer !

La Fédération FO SPS revendique :

- **L'abrogation de la loi de la transformation de la fonction publique**
- **Le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique et l'augmentation des salaires et l'amélioration des carrières**
- **L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**
- **La titularisation de tous les emplois précaires**
- **L'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics,**
- **Le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture de postes nécessaires.**
- **L'abrogation du jour de carence**
- **La participation obligatoire de l'employeur sur la protection sociale complémentaire des agents**
- **La reconnaissance en maladie professionnelle pour les agents atteints du COVID-19**
- **L'arrêt des politiques de planification et managériales qui instaurent le harcèlement**

Comme jusqu'alors, la fédération FO SPS invite ses structures à être vigilantes sur les conditions de travail et les situations d'expositions aux risques des agents. La crise sanitaire ne doit pas faire passer nos revendications sous silence sous prétexte d'une pseudo concorde nationale. Avant et après la pandémie, les revendications demeurent car les besoins demeurent, voire s'intensifient, en particulier dans la fonction publique territoriale.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 6 mai 2020